



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ**

**A R R E T E PRÉFECTORAL N °BCTE/2026-46 du 29 avril 2026
PORTANT AUTORISATION POUR LE RENOUVELLEMENT ET L'EXTENSION
D'UNE CARRIÈRE ALLUVIONNAIRE ET DE SES INSTALLATIONS ANNEXES EXPLOITÉES
PAR LA SOCIÉTÉ SARL PROMEYRAT
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE LEMPDES-SUR-ALLAGNON**

**Le Préfet de la Haute-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier et son Titre 1er du Livre V ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-19-2 et suivants, L.163-5, L.411-1, L.411-1A, L.411-2 et R.411-6 à R.411-14 ;

VU le code minier ;

VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Yvan CORDIER en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 30 janvier 2024 nommant Mme Nathalie CENCIC secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire, sous-préfète du Puy-en-Velay ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2025-28 en date du 16 juin 2025 portant délégation de signature à Mme Nathalie CENCIC, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et notamment son article 15 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 février 2020 ARS/DD43/2020/01 relatif aux modalités de lutte contre les espèces d'Ambrosie dans le département de la Haute-Loire ;

VU les arrêtés préfectoraux du 6 mars 1997 et du 31 mai 2006 N° D2 B1 2006/262 autorisant la SARL Promeyrat à exploiter une carrière alluvionnaire au lieu-dit « La Revaute » sur la commune du Lempdes-sur-Allagnon, pour une durée de 15 ans ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 mai 2021 N° BCTE/2021-5 autorisant la SARL Promeyrat à exploiter une carrière alluvionnaire au lieu-dit « La Revaute » sur la commune du Lempdes-sur-Allagnon, pour une durée de 6 mois supplémentaires ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° BCTE/2021-133 du 15 novembre 2021 portant prolongation de l'autorisation d'exploiter une carrière alluvionnaire située sur le territoire de la commune de Lempdes-sur-Allagnon délivrée à la SARL Promeyrat ;

VU le schéma régional des carrières Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 8 décembre 2021 ;

VU la demande en date du 1er novembre 2023 présentée par la société SARL Promeyrat en vue d'être autorisée à renouveler et étendre une carrière alluvionnaire et des installations annexes situées au lieu-dit « La Revaute » sur le territoire de la commune de Lempdes-sur-Allagnon, complétée le 17 novembre 2024 ;

VU l'avis de l'autorité environnementale n° 2025-ARA-AP-1906 du 19 janvier 2025 concernant l'exploitation et l'extension d'une carrière alluvionnaire à Lempdes-sur-Allagnon,

VU le rapport de recevabilité du 7 novembre 2025 ;

VU l'enquête publique, prescrite par arrêté préfectoral du n° BCTE/225-152 du 9 décembre 2025 qui s'est déroulée du 5 janvier 2026 au 6 février 2026 inclus ;

VU les conclusions du commissaire enquêteur en date du 25 février 2026,

VU les consultations des mairies de Chambezon, Frugères les Mines, Moriat, Lempdes sur Allagnon, sans réponse ;

VU les avis émis au cours de l'instruction réglementaire ;

VU le rapport et les propositions de la DREAL chargée de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, en date du 31 mars 2026 ;

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, dans sa formation carrières, lors de sa séance du 28 avril 2026, au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;

VU le projet d'arrêté adressé pour observations au demandeur le 16 avril 2026;

VU les plans, documents et engagement joint à la demande susvisée, notamment l'étude d'impact ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients du projet peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT qu'au vu des éléments figurant dans le dossier, le demandeur dispose des capacités techniques et financières lui permettant de mener à bien la poursuite de l'exploitation de la carrière dont l'autorisation est sollicitée ;

CONSIDÉRANT que la sensibilité du site a bien été prise en compte dans la demande d'autorisation et a fait l'objet d'une étude d'impact et de dangers en rapport avec l'importance du projet d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que le projet est conforme aux orientations du Schéma Régional des Carrières Auvergne Rhône-Alpes et du SDAGE Loire-Bretagne car l'exploitation concerne les alluvions du Pleistocène supérieur (Fy) de l'Allagnon (alluvions anciennes) et le projet de carrière ne se situe ni dans le lit mineur, ni dans l'espace de mobilité de l'Allagnon ;

CONSIDÉRANT que le projet est conforme aux documents d'urbanisme en vigueur ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers, les inconvénients et les nuisances de la carrière et de ses installations annexes au regard des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il s'agit de la dernière carrière alluvionnaire de Haute-Loire et que les granulats « roulés » ont une forte valeur ajoutée en Auvergne ;

CONSIDÉRANT que les potentiels impacts de la carrière sur les eaux souterraines sont suivis par un réseau piézométrique et des mesures régulières ;

CONSIDÉRANT que les mesures particulières d'évitement, accompagnement ou réduction en faveur de la biodiversité et les mesures particulières sur le paysage permettront de limiter les impacts de l'exploitation sur l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant s'est engagé à transmettre une étude préalable à la compensation collective agricole du fait de la consommation de terre agricole ;

CONSIDÉRANT l'absence d'opposition lors de l'enquête publique à l'exception d'un avis réservé, les délibérations favorables ou réputées favorables de l'ensemble des communes consultées et l'avis favorable du commissaire enquêteur ;

SUR PROPOSITION de Madame la secrétaire générale de la préfecture de Haute-Loire ,

ARRÊTE

TITRE 1 - MESURES COMMUNES

CHAPITRE 1.1 - NATURE DE L'AUTORISATION

La société SARL Promeyrat, dont le siège social est situé à «le bos sacrat – route de Sainte Florine, 43410 Lempdes-sur-Allagnon », est autorisée à exploiter, sur le territoire de commune de Lempdes-sur-Allagnon au lieu-dit « La revaute », une carrière alluvionnaire à ciel ouvert et ses installations détaillées dans les articles suivants.

Au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement les activités sont répertoriées comme suit :

RUBRIQUE	LIBELLE DE LA RUBRIQUE	QUANTITÉ AUTORISÉE	RÉGIME
2510-1	Exploitation de carrière	Superficie totale : 30 ha 41 a 39 ca Rythme moyen d'exploitation : 50 000 tonnes/an Rythme maximum d'exploitation : 120 000 tonnes/an	A
2515-1.a	Broyage, concassage, criblage et opérations analogues de pierres, cailloux, minerais et autre produits minéraux naturels	Installations 700 kW	E
2517-1	Station de transit de produits minéraux solides	25 000 m ²	E
4734	Produits pétroliers spécifiques	5 500 L de GNR	NC

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature eau suivantes:

Nature de l'activité	Volume de l'activité	Rubrique	Classement
Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha	Impluvium de la fosse : 30 ha	2.1.5.0 1°	A
Plans d'eau permanents ou non dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	Superficie finale en plans d'eau 13,85 ha	3.2.3.0-1°	A

L'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté du 09 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

L'exploitation est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des éléments du dossier de la demande qui ne lui sont pas contraires.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

CHAPITRE 1.2 - DURÉE – LOCALISATION

L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la date de publication de l'arrêté.

Conformément au plan cadastral annexé, les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Superficie cadastrale de la parcelle (m ²)	Superficie intégrée dans le projet (m ²)	Superficie exploitée (m ²)
Lempdes-sur-Allagnon (Section ZA)	37	23680	23680	23680
	40	303340	303340	303340
	127	45795	45795	45795
	184	13552	13552	13552
	199	423	423	423
	202	880	880	880
	211	44197	6474	6474
	222	117391	99309	90809
	240	43044	43044	0
	242	2712	2712	0
	244	2566	2566	0
	246	29391	29391	0
	248	5973	5973	0
Superficie totale (m ²)			304139	211953

La superficie totale autorisée est de 30 ha 41 a 39 ca.

La superficie exploitable est de 21 ha 19 a 53 ca.

L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du permissionnaire et/ou des contrats de forage dont il est titulaire.

Le plan des périmètres d'autorisation et d'extraction est joint au présent arrêté.

CHAPITRE 1.3 - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

Article 1.3.1 - Affichage

L'exploitant est tenu de mettre en place, sur la voie d'accès au chantier, un panneau indiquant en caractères apparents :

- son identité,
- la référence de l'autorisation,
- l'objet des travaux,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.

Article 1.3.2 - Bornage

Un bornage est effectué aux frais de l'exploitant. Le périmètre des terrains compris dans la présente autorisation est matérialisé par des bornes placées en tous les points nécessaires à la délimitation de ces terrains. Ces bornes doivent demeurer en place, visibles et bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état.

L'une de ces bornes, fixe et invariable, est nivelée par référence au nivellement général de la France (N.G.F.).

Article 1.3.3 - Clôture

Le pourtour de la carrière est fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace, que l'on ne peut franchir involontairement (ronces artificielles – câble – grillage... etc.). Les accès et passages sont fermés par des barrières ou portes.

Le danger que représente l'exploitation de la carrière est signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès, et d'autre part de loin en loin le long de la clôture. Ces pancartes indiquent suivant le cas : DANGER – CARRIÈRE – INTERDICTION DE PÉNÉTRER – ÉBOULEMENT – etc.

Article 1.3.4 - Accès

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

La contribution de l'exploitant de la carrière à la remise en état et à l'entretien du domaine public routier départemental reste fixée par les règlements relatifs à la voirie des collectivités locales, en vertu de l'article L.131-8 du Code de la Voirie Routière.

Article 1.3.5 - Aménagements paysagers

En périphérie de carrière, des bosquets et des haies arbustives seront privilégiés pour réduire la visibilité. Le développement naturel d'espèces locales sera retenu dans la bande de retrait des 10 mètres : frênes, saules, aubépines, merisiers, noyers...

Un merlon végétalisé est créé le long de la RD651 dans les 6 mois après obtention du présent arrêté.

CHAPITRE 1.4 - MISE EN SERVICE

Préalablement à l'exploitation du gisement, l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions prévues au chapitre 1.3.

L'acte de cautionnement solidaire prévu à l'article 3.4.2 du présent arrêté attestant la constitution de la garantie financière doit parvenir au préfet dans un délai de 2 mois maximum à compter de l'entrée en vigueur de la présente décision.

CHAPITRE 1.5 - CONDUITE DE L'EXPLOITATION

Article 1.5.1 - Principe d'exploitation

L'exploitant doit respecter les dispositions figurant dans sa demande et notamment dans l'étude d'impact et dans l'étude de dangers et qui ne sont pas contraires aux dispositions de la présente autorisation.

L'exploitation doit être menée dans le respect des mesures de sécurité applicables aux carrières, et notamment du Code du Travail et de l'ensemble du Règlement Général des Industries Extractives (R.G.I.E.).

L'exploitation doit être conçue, organisée et conduite de façon à permettre une bonne insertion de la carrière dans le paysage conformément au dossier de demande.

La production annuelle de la carrière est limitée à un maximum de 120 000 tonnes. A titre indicatif, la production moyenne annuelle de l'exploitation sur une période quinquennale est d'environ 50 000 tonnes. Au cas où l'exploitant prévoirait de dépasser la moyenne annuelle pendant plus de 2 années, il devra en informer le Préfet et justifier que les garanties financières restent en adéquation avec le phasage d'exploitation.

Les installations fonctionnent les jours ouvrables de 07h00 à 17h00.

Article 1.5.2 - Extraction

Les différentes étapes du programme d'exploitation sont établies conformément aux plans de phasage détaillés de l'exploitation annexés au présent arrêté, en 6 phases quinquennales avec une remise en état coordonnée.

L'extraction est limitée à la cote 412 mètres NGF pour la partie extension et 413 m pour le plan d'eau existant.

L'exploitation de la carrière sera effectuée dans l'emprise actuellement autorisée et dans la zone d'extension à l'Est. L'extraction sera menée classiquement hors d'eau (épaisseur 4 à 5m), puis en eau (épaisseur 4 à 5m), avec un atelier comprenant pelle mécanique et dumper.

Le sous-cavage est interdit.

- **Phase 1** : dans l'emprise actuellement autorisée, en direction du garage, l'extraction s'arrêtera en bordure de l'aire de traitement-stockage-transit. Un front sera aménagé et sécurisé jusqu'à la fin d'exploitation. Dans la zone d'extension, l'extraction débute au Nord-Ouest, en bordure de la RD561. Les fronts raides et talus remodelés alterneront en périphérie de l'extraction. Ces derniers seront remis en état définitivement après extraction, avec potentialité de nidification dans les fronts sablo-graveleux. Le remblayage de déchets inertes se poursuit dans l'aire dédiée, partiellement en eau. La carrière comprend des surfaces importantes remises en état. Le dépôt de boues stériles destiné à aménager des vasières attractives pour la biodiversité se poursuit. Ce plan de remise en état et de gestion des espèces d'oiseaux est mené par la SARL Promeyrat, en coordination étroite avec des écologues-ornithologues spécialisés (LPO,...)
- **Phase 2** : poursuite de l'extraction dans la zone d'extension à l'Est. Les surfaces définitivement exploitées resteront en plan d'eau ;
- **Phase 3** : poursuite de l'exploitation vers l'Est. La périphérie de la zone d'extraction est remise en état à l'avancement. Les superficies exploitées restent en plan d'eau.
- **Phase 4** : poursuite de l'exploitation vers le Sud-Est. Le remblayage avec des déchets inertes externes progressive avec un comblement jusqu'au terrain naturel.
- **Phase 5** : poursuite de l'exploitation vers le Sud. Les surfaces exploitées sont régulières, avec une remise en état en plan d'eau.
- **Phase 6** : phase ultime d'exploitation, avec l'achèvement de l'extraction dans la zone d'extension à l'Est. D'autre part, une partie de l'aire de traitement-stockage-transit sera exploitée.

Le front de taille sera contrôlé chaque semaine au cours des périodes d'exploitation. Il sera purgé en tant que de besoin.

L'accès aux zones dangereuses des chantiers (danger permanent ou temporaire) est interdit par une protection adaptée et efficace. Le danger est également signalé par pancartes.

Article 1.5.3 - Aménagement – entretien

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Le carreau de la carrière est constamment tenu en bon état. Les vieux matériels, ferrailles, bidons, pneumatiques et tous autres résidus ou déchets ne doivent pas s'y accumuler. Ils sont traités et éliminés comme il est précisé à l'article 2.7.2 ci-après.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement
- assurer la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Article 1.5.4 - Explosifs

L'exploitation de cette carrière ne prévoit pas d'utilisation d'explosif.

Article 1.5.5 - Commission locale d'information et de concertation

En concertation avec la mairie, l'exploitant réunit au moins une fois par an une commission locale d'information et de concertation.

Cette commission comprend des représentants de la municipalité de Lempdes-sur-Allagnon, des représentants des riverains et des représentants des associations locales désignés sur proposition du maire. L'exploitant présente notamment à cette commission l'ensemble des résultats du suivi environnemental de son activité, la progression de l'exploitation et des mesures de réaménagement.

CHAPITRE 1.6 - MESURES EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ (ET DU PAYSAGE)

Article 1.6.1 - Mesures d'évitement

Sans objet.

Article 1.6.2 - Mesures de réduction en faveur de la biodiversité (MR)

Les mesures de réduction et d'accompagnement sont planifiées et mises en œuvre par l'exploitant avec l'appui d'un organisme pour le suivi écologique, durant toute la période d'exploitation. Sept mesures de réduction sont mises en œuvre :

- **MR 1 :** Mesures courantes de réduction du bruit, vibrations, poussières, luminosité, Suivi et réduction du bruit (positionnement, écrans), vibration (silentbloks, réduction vitesse), poussières (arrosage pistes, réduction vitesse), réduction luminosité (teinte des équipements, exploitation diurne, objets réfléchissants).
- **MR 2 :** Maintien de fronts d'alluvions et protection Hirondelles de rivage en nidification Maintien et suivi des fronts verticaux conservés dans l'actuelle emprise d'exploitation, observations printanières (retours). Aménagements ponctuels de fronts verticaux et stabilisés dans la zone d'extension Est. La reprise ou le décalage des fronts occupés de nids sont exclus d'avril à septembre inclus.
- **MR 3 :** Maintien de pierriers et friches favorables aux reptiles (hibernaculum) Maintien de pierriers sur la carrière actuelle en exploitation (pieds de fronts, ancien dépôts). Maintien de friches et de haies naturelles à végétation spontanée en bordure périphérique de la carrière. Maintien de milieux favorables au lapin de garenne.
- **MR 4 :** Maintien de berges à faible pente sur bassins favorables aux amphibiens Maintien de berges à faibles pentes au droit des étangs remis en état, dont vasières et roselières.
- **MR 5 :** Prévention et suivi régulier des espèces exotiques envahissantes Suivi annuel de la présence d'espèces exotiques envahissantes (flore) par l'exploitant sur l'ensemble de la carrière. Informations des référents « ambroisie », FREDON et ARS
- **MR 6 :** Développement des haies naturelles en périphérie (ilots pour la biodiversité) Développement, suivi et entretien de haies naturelles en périphérie de carrière (frêne, aubépine, saule blanc,...)
- **MR 7 :** Perméabilité des clôtures pour la méso-faune.

Afin de ne pas faire obstacle à la libre circulation de la méso-faune sauvage, les clôtures doivent être rendues perméables en maintenant une ouverture de 20x20 centimètres au ras du sol, tous les 20 mètres sur les tronçons peu perméables.

Article 1.6.3 - Mesures d'accompagnement (MA)

- **MA 1** : aménagement de vasières et roselières sur berges et îlots, maintien en eau

Aménagements ultérieurs par rejets de boues dans les plans d'eau en aval, aménagements de vasière-roselière sur îlot central et nombreuses berges, installation d'un radeau, selon avis d'un expert. Suivi et planification des travaux. Maintien en eau au contact de la nappe alluviale afin d'éviter tout rejet par pompage sur le long terme.

- **MA 2** : Maintien de vasières et roselières en eau (rejets)

Maintien des rejets de boues dans la vasière-roselière en amont et endiguement (lame d'eau permanente), dans l'attente d'aménagements ultérieurs par rejets de boues dans les plans d'eau en aval.

Article 1.6.4 - Mesures de suivi (MS)

- **MS 1** : suivi de la mise en œuvre et de l'effet des mesures.

Les mesures de réduction et d'accompagnement sont planifiées et mises en œuvre par l'exploitant avec l'appui d'un expert écologue, qui contrôle leur mise en œuvre et évalue leurs effets, durant toute la période d'exploitation.

- **MS 2** : suivi de la mise en œuvre et de l'effet des mesures.

Des experts naturalistes sont missionnés pour suivre l'évolution de la faune et flore patrimoniale du site, ainsi que de la flore invasive, sur toute la durée d'exploitation, les années N+1, 2, 3, 5, 10, 15, 20, 25 et 30. Par ailleurs, les naturalistes amateurs peuvent accéder sur le site sur demande, afin d'enrichir la connaissance du site par leurs observations spontanées tout au long de l'année, notamment au printemps été pour les oiseaux limicoles en halte migratoire.

A l'issue de chaque année de suivi, un rapport scientifique présentant les résultats des mesures MS1 et MS2 est rédigé et transmis à la DREAL.

CHAPITRE 1.7 - REMISE EN ÉTAT

Article 1.7.1 - Principe

La carrière de « La Revaute » à Lempdes-sur-Allagnon comprendra une zone d'exploitation stricto sensu et des aires remises en état (étangs, vasières, prairies-friches)

Le site comprend aujourd'hui des étangs, vasières, prairies-friches, saulaie-peupleraie qui ont été remis en état progressivement par la SARL Promeyrat. La remise en état de la carrière fait l'objet d'un programme de conservation d'habitats artificiels spécifiques attractifs pour de nombreuses espèces d'oiseaux, amphibiens et odonates notamment.

La remise en état final de la carrière étendue sera engagée à l'avancement et au plus tard 6 mois avant la fin d'exploitation.

Le projet de remise en état sera réalisé de manière à :

- effacer tous les vestiges et matériels d'exploitation,
- sécuriser l'installation avec maintien et clôtures et de signalisations,
- maintenir des fronts sablo-graveleux stables et berges accessibles pour entretiens,
- maintenir des chemins d'accès praticables pour engins et éventuels secours,
- recouvrir et réhabiliter l'aire remblayée avec des déchets inertes externes,
- maintenir des étangs et vasières périphériques attractifs pour la biodiversité,
- maintenir des prairies-friches facilement accessibles pour les entretiens.

1.71.1 - Principes généraux

La remise en état des aires d'extraction est conduite à l'avancement avec réaménagement en étangs, vasières, roselières, prairies et friches. Seule l'aire de remblayage avec des déchets internes externes sera comblée, couverte en prairie destinée à l'agriculture. Cette aire couvre 2,5 hectares. La remise en état, déjà engagée, sera obligatoirement progressive, à l'avancement.

Un suivi environnemental sera mené en concertation avec les écologues et ornithologues.

D'autre part, l'ensemble des engins, installations d'extraction, transport, traitement des alluvions sera évacué de la carrière. Le site sera rendu exempt de tout matériel, stockage et traces de l'activité industrielle de carrière.

Au cours de la remise en état final, il est important de compléter et les mesures d'intégration visuelle prises pendant l'exploitation, afin de réhabiliter cette zone dans son environnement d'origine. Les étangs, vasières et roselières resteront encaissés et discrets dans le paysage.

1.71.2 - Contrainte de sécurité

Les protections (clôtures) et distances de retrait en haut des fronts seront mises en place dès la création de la carrière. Elles seront maintenues lors de la remise en état finale. Ainsi, le front alluvionnaire laissé brut sera distant d'au moins 10 m des limites autorisées.

Tous les fronts de taille auront été soigneusement purgés des blocs instables et de tout sous-cavages ponctuels à l'avancement de l'exploitation. Les fronts seront soit laissés en place sub-verticaux (site de nidification), soit talutés et reprofilés.

L'aire de traitement stockage transit granulats, démantelée et remise en état, sera reconvertie en plateforme pour l'exploitation agricole de BOS SACRAT.

1.71.3 - Contraintes environnementales et paysagères

Les contraintes environnementales et paysagères seront prises en compte, en considérant notamment l'environnement géomorphologique, l'habitat et les usages périphériques.

1.71.4 - Travaux de remise en état finale

En fin d'exploitation, la remise en état du site sera lancée après la présentation et la validation du dossier de cessation d'activité transmis au Préfet pour avis.

Les principes de remise en état sont ici rappelés :

- conduire progressivement une remise en état en étangs, vasières, roselières sur l'actuelle emprise autorisée de la carrière, démanteler tous les équipements industriels de carrière,
- réaménager la zone d'extension Est avec un vaste mésotrope, entouré de haies naturelles et de bosquets.

Les essences adaptées sont locales avec ensemencement naturel :

- frênes,
- saules blancs,
- chênes pédonculés,
- merisiers,
- peupliers noirs,
- aubépine, églantier, pruneliers...

Les clôtures périphériques de la carrière et la barrière d'entrée seront maintenus en bon état.

Le site de l'ancienne carrière sera maintenu clos et interdit au public.

Près de la barrière d'entrée, une signalisation des zones de danger et les modalités de circulation seront identifiées (risque de chute, risque de noyade, pistes, interdictions). Le site sera interdit au public et toute personne non autorisée.

1.71.5 - Suivi écologique et technique du site

L'exploitant pourra formaliser une convention de partenariat scientifique et technique avec une association de protection de l'environnement.

La convention de partenariat permettra de spécifier :

- les intervenants et la durée,
- les objectifs du partenariat,
- les conditions d'accès à la carrière,
- les conditions d'observations,
- le suivi écologique et technique en exploitation et après remise en état.

Article 1.7.2 - Remblayage

Durant la phase de stockage et de remise en état, la structure fine du matériau sera également respectée au mieux en évitant autant que possible d'effectuer les travaux de régalinge de la terre végétale quand celle-ci sera très humide.

Le volume de terre de découverte est estimé à 40 000 m³ et à 50 000 m³ de boues stériles issues du traitement.

Ces matériaux sont assimilables à des « déchets inertes » aux caractéristiques géochimiques identiques au gisement alluvionnaire exploité. Ils seront utilisés pour la remise en état de la carrière et en remblaiement final au droit des excavations (fond, talus, berges, couverture). Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les boues seront spécifiquement utilisées pour une renaturation optimale des étangs et des berges, afin d'établir des milieux attractifs pour les oiseaux limicoles notamment.

Article 1.7.3 - Fin d'exploitation

L'emprise de la carrière est débarrassée de tous les vieux matériels, objets et matériaux divers, déchets qui pourraient s'y trouver. Ils sont traités et éliminés comme des déchets conformément aux termes de l'article 2.71 ci-après.

Si l'arrêt définitif de l'extraction est décidé avant l'échéance de la présente autorisation, la remise en état doit être terminée six mois après l'arrêt des travaux d'exploitation. En tout état de cause, la remise en état doit être achevée avant l'échéance de la présente autorisation.

CHAPITRE 1.8 - SÉCURITÉ PUBLIQUE

Article 1.8.1 - Accès sur la carrière

Durant les heures d'activité, l'accès de la carrière est contrôlé. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux chantiers et aux installations. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit sauf autorisation expresse de l'exploitant.

Les accès au site d'exploitation sont équipés de barrières fermées en dehors des heures d'activité.

Les aménagements d'accès à la voirie publique, la clôture et les barrières aux accès, sont maintenus en bon état.

Article 1.8.2 - Distances limites et zones de protection

Les bords de l'excavation, y compris les travaux de décapage, sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

TITRE 2 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS

CHAPITRE 2.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution (eaux, air, sols), les nuisances par le bruit et les vibrations, l'impact visuel et pour lutter contre la propagation d'espèces végétales invasives (ambrosie, renouée du japon,...).

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur la voie publique. Ils doivent faire l'objet d'un entretien régulier afin d'éviter les fuites d'hydrocarbures ou d'huile hydrauliques.

CHAPITRE 2.2 - POLLUTION DES EAUX

Article 2.2.1 - Prévention des pollutions accidentelles

L'entretien et les réparations des véhicules et engins mobiles sont effectués hors du site. En cas d'impossibilité technique majeure, toutes les dispositions sont prises afin d'éviter toutes fuites de flux de polluant.

Le ravitaillement et le petit entretien des engins de chantier est réalisé sur une aire de type "plateforme-engins". Elle forme rétention, permettant ainsi la récupération totale des liquides polluants accidentellement répandus et des eaux de pluie qu'elle pourra recevoir, et est reliée à un séparateur d'hydrocarbures.

Le parage des engins s'effectue sur cette aire de type "plateforme-engins", sur alluvions sèches à au moins 2 m au-dessus de la nappe.

En cas d'utilisation d'un groupe électrogène, celui-ci est implanté sur une aire étanche, d'un volume de rétention égal au total des réservoirs du groupe, et en mesure de collecter les éventuelles égouttures lors des remplissages.

Des produits absorbants, de kits de dépollution et de sable sec ou de zéolithe sont présents dans les engins, à proximité de l'installation de traitement et sur le reste du site en quantité suffisante pour pallier toute pollution accidentelle d'hydrocarbures.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est sécurisé contre les chocs et est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est au moins égal à :

- 50 % de la capacité totale des récipients dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants,
- 20 % de la capacité totale des récipients dans les autres cas,
- dans tous les cas, égal au minimum à 1000 litres, ou égal à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 1000 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, qui doit être maintenu fermé en conditions normales. La capacité de rétention et le dispositif d'obturation sont vérifiés périodiquement. Les liquides qui y sont accidentellement recueillis et les eaux de pluies sont retirés par relevage.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent en aucun cas être rejetés dans le milieu naturel. Ils doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets.

Article 2.2.2 - Eaux domestiques

À défaut d'un raccordement à un réseau d'assainissement collectif, les eaux des sanitaires sont dirigées vers un dispositif conforme aux règlements en vigueur fixant les dispositions techniques et administratives applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.

Article 2.2.3 - Qualité des eaux pluviales rejetées au niveau de l'aire étanche

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel, en sortie de débourbeur-séparateurs d'hydrocarbures, respectent les valeurs-limites suivantes :

Paramètres	Valeur limite	Norme de mesure
pH	compris en 5,5 et 8,5	NFT 90 008
Température	inférieure à 30°C	NFT 90 100
MEST(1)	inférieur à 35 mg/l	NFT 90 105
DCO (2)	inférieure à 125 mg/l	NFT 90 101
Hydrocarbures	inférieurs à 10 mg/l	NF T 90 114

(1) MEST : matière en suspension totale.

(2) DCO : demande chimique en oxygène, sur effluent non décanté.

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures; dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Un contrôle annuel, selon les normes en vigueur, est réalisé sur les paramètres listés dans le tableau susvisé par temps de pluie.

Les résultats de ces contrôles seront communiqués, sur demande, à l'Inspection des Installations Classées.

Article 2.2.4 - Surveillance du niveau piézométrique des eaux souterraines

La qualité de l'eau souterraine est suivie par des piézomètres (annexe 5).

L'implantation, la réalisation, l'équipement et l'abandon de ces ouvrages se font dans les règles de l'Art.

Le protocole de suivi annuel de la qualité des eaux est poursuivi et étendu à la zone d'extension. Les analyses de contrôle des eaux de la nappe sont réalisés sur les piézomètres et dans le plan d'eau selon les modalités suivantes :

- chaque semestre, une mesure de l'ensemble des paramètres suivants, une mesure en période de hautes et une mesure en période de basses eaux :
 - Mesure du niveau d'eau
 - pH, oxygène dissous, conductivité, température,
 - Sulfates (SO₄) , Fer total (Fe), Manganèse(Mn) et Aluminium (Al)
 - Chlorures, Fluorures et Indice Phénol
 - Demande chimique en oxygène (DCO), Matières en suspension (MES) et Carbone organique total (COT),
 - BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène et Xylène)
 - Métaux lourds (As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn)
 - COHV
 - Hydrocarbures totaux
 - PCB, HAP
 - Nitrates
 - Acrylamides

Les modalités de surveillance du niveau des eaux souterraines font l'objet d'une consigne écrite par l'exploitant. Les analyses s'arrêteront 6 mois après l'arrêt de l'exploitation.

En ce qui concerne la mesure semestrielle de la qualité des eaux, le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement, selon les normes en vigueur.

Pour chaque ouvrage de suivi, les résultats d'analyse doivent être consignés dans les tableaux (éventuellement sous forme électronique) comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant, l'inspection des installations classées est informée, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures suivantes sont mises en œuvre :

- mise en place d'un plan d'action et de surveillance renforcée,
- communication, à une fréquence déterminée par le préfet, d'un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée.

Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant jusqu'à la cessation d'activité. En fonction du résultat du suivi des eaux souterraines pendant la phase d'exploitation, le préfet pourra imposer un suivi de ces éléments pendant une durée déterminée après les derniers apports de remblais.

Une synthèse des résultats de ces contrôles est établie et communiquée annuellement à l'inspecteur des installations classées et tenu à la disposition du maire de la commune.

CHAPITRE 2.3 - POLLUTION DE L'AIR ET POUSSIÈRES

Article 2.3.1 - Conception des installations

2.3.1.1 - Dispositions générales

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter l'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Afin de limiter les émissions de poussières, l'exploitant met également en œuvre toutes mesures nécessaires telles :

- arrosage des pistes et des stocks lorsque les conditions météorologiques l'imposent,
- aménagement et nettoyage des voies de circulation et des aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation,
- limitation de la vitesse des engins de carrière à 20 km/h sur la voirie d'accès à la carrière et sur les pistes.

En fonction de la granulométrie et de l'humidité des produits minéraux, les opérations de chargement ou de déchargement nécessitent des dispositifs empêchant l'émission de poussières, tels que :

- capotage et aspiration raccordée à une installation de traitement des effluents ;
- brumisation ;
- système adaptant la hauteur de la chute libre lors des déversements.

2.3.1.2 - Émissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Article 2.3.2 - Retombées de poussières

2.3.2.1 - Conditions de suivi des retombées de poussières

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées, dans le respect de la norme NF X 43-014 (2017).

Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu (point témoin).

Un ou plusieurs points de mesures, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement à proximité des bâtiments accueillants des personnes sensibles ou des habitations situés à moins de 1500 mètres du site, sous les vents dominants.

Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une mesure du niveau de retombées de poussières est effectué dans un délai maximal d'un an suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces campagnes seront renouvelées en cas de plainte, modification de l'activité, ou non-conformité des précédentes analyses.

Article 2.3.3 - Émissions captées

2.3.3.1 - Valeur limite d'émission et surveillance

S'il y a lieu, les émissions captées seront canalisées et dépoussiérées. Dans ce cas, la concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm³. Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15° Kelvin) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Cette valeur limite s'impose à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.

Article 2.3.4 - Teneur en silice

La première campagne de mesures de retombées de poussières, visée à l'article 2.3.2 ci-dessus, comprendra les paramètres suivants : concentration en PM10, concentration de la fraction alvéolaire, concentration en silice cristalline (quartz, cristobalite et tridymite).

Le rapport évalue le risque sanitaire en comparant les valeurs mesurées aux valeurs guides de l'OMS et valeurs réglementaires françaises pour la fraction PM10 des poussières, et à la valeur d'exposition chronique de référence de l'OEHA pour la silice cristalline.

Les résultats de cette campagne sont transmis à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.4 - BRUIT

L'exploitation de la carrière et des installations annexes est équipée, orientée et conduite de façon qu'elle ne puisse engendrer de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité au regard des prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement relevant du livre V titre 1er du Code de l'Environnement.

Les bruits aériens émis par la carrière et les installations de traitement des matériaux, en limites de propriété de l'établissement, sont limités à :

- 70 dB(A) de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés,
- 60 dB(A) de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'exploitant doit veiller à la mise en place de mesures d'atténuation du bruit tout au long de son exploitation.

En tout état de cause, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour - jardin - terrasse..) de ces mêmes locaux, l'émergence ne doit pas être supérieure à :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00 ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Le respect des valeurs maximales d'émergence doit être assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

L'émergence est définie comme la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble carrière et installations est en fonctionnement, et lorsqu'il est à l'arrêt.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré LAeq mesuré sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant.

Les mesures de bruit sont effectuées conformément à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sur le périmètre de la carrière doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans un délai maximal d'un an suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces campagnes de mesures sont renouvelées en cas de plainte ou de non-conformité.

Ces mesures portent sur, au minimum, 2 points en zone à émergence réglementée (ZER) et 1 point en limite de propriété. Le choix des ZER est justifié.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Afin d'éviter toute gêne due aux tirs de mines, le niveau de pression acoustique de crête sera vérifié à chaque tir avec comme objectif de respecter des valeurs de niveaux de pression inférieurs à la valeur préconisée de 125 décibels linéaires.

Le résultat de ces contrôles est communiqué sur demande à l'Inspection des Installations Classées avec les commentaires et propositions éventuelles d'améliorations.

CHAPITRE 2.5 - VIBRATION

Non concerné en l'absence de tir de mine.

CHAPITRE 2.6 - ÉMISSIONS LUMINEUSES

L'exploitation ne devra pas être à l'origine d'émissions lumineuses susceptibles d'avoir une incidence sur le voisinage ou sur la sécurité des tiers à l'extérieur du site.

CHAPITRE 2.7 - DÉCHETS

Article 2.7.1 - Conditions d'admission des déchets inertes

Un volume maximal de 100 000 m³ de déchets inertes externes sera utilisé pour le remblayage final de l'actuelle excavation dédiée (3 300 m³ et 7000 t/an). La surface de remblayage avec des déchets inertes couvre 2,5 ha. L'objectif sera de remblayer la zone dédiée jusqu'au terrain naturel.

Ne peuvent être admis que les déchets non dangereux inertes qui respectent les dispositions du présent arrêté. Aucun déchet dangereux ou non dangereux non inerte n'est admis dans l'installation.

Les déchets admissibles en remblaiement sont :

CODE DÉCHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe
01 04 09	Déchets de sable et d'argile	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés

Les déchets admissibles pour le recyclage sont :

CODE DÉCHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de

		démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés

Les déchets interdits sur le site sont :

- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe III de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;
- des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- des déchets non pelletables ;
- des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- des déchets radioactifs.

L'exploitant installe à proximité du lieu de déchargement des camions un container recueillant les déchets non autorisés à condition qu'ils soient présents en faible quantité. L'exploitant évacue ces déchets vers les filières de traitement adaptées.

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets, des éventuels intermédiaires et des transporteurs,
- l'origine des déchets et la quantité de déchets concernée,
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, au moment de l'acceptation préalable, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;

- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

En cas de présomption de contamination des déchets ou terres, et avant leur arrivée sur la carrière, le producteur des déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'utiliser ces déchets en remblayage du site de la carrière.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis dans le tableau en annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans le même tableau. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2. Seuls les déchets respectant les critères définis dans ce tableau peuvent être admis.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission.

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

L'importation de déchets inertes ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n°1013 /2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable prévu ci-avant par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes, la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé d'acceptation des déchets,
- le nom et les coordonnées du producteur des déchets,
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets
- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes,
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2.7.2 - Déchets produits

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées par des installations dûment autorisées conformément à la réglementation en vigueur.

L'exploitant organise en particulier la collecte sélective des déchets tels que produits de vidanges, pneumatiques usagés, papiers, cartons, bois, plastiques ; cette liste non limitative étant susceptible d'être complétée en tant que de besoin. Dans l'attente de leur évacuation, ces déchets sont conservés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement dans la limite des dispositions prévues par l'article 2.2.1 du présent arrêté.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'exploitant est en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage et le mode d'élimination de tout déchet.

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-45 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les emballages ayant contenu des substances explosives font l'objet d'un examen systématique afin de s'assurer qu'ils sont vides. Les conditions opératoires de cette vérification ainsi que les mesures de protection du personnel sont de la responsabilité de l'exploitant et doivent être définies dans les documents d'exploitation. Les emballages ayant contenu des substances explosives peuvent ensuite, en accord avec le fournisseur et aux conditions fixées par ce dernier, être détruits sur place (déchiquetage, ...) sur un secteur de la carrière affecté et adapté à cette opération. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production et favoriser toutes les opérations de valorisation possibles.

TITRE 3 - PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES

CHAPITRE 3.1 - RÈGLEMENTATION GÉNÉRALE

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières est applicable aux installations objet du présent arrêté.

- Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code de l'urbanisme, le code forestier, le code rural, le code de l'environnement pour les espèces protégées, la législation relative à l'archéologie préventive, le code de l'environnement pour les équipements sous pression, le code du travail, le Règlement Général des Industries Extractives, le code minier, le code civil et le code général des collectivités territoriales.

L'exploitant doit respecter les lois et règlements relatifs à la protection du patrimoine archéologique. Lorsque des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de région en application du code du patrimoine et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable des prescriptions.

L'exécution des éventuels travaux, prescrits par ailleurs, de diagnostics, de fouilles ou d'éventuelles mesures de conservation, menés au titre de l'archéologie préventive, est un préalable à la réalisation des extractions dans les zones nouvellement autorisées à l'exploitation par le présent arrêté.

CHAPITRE 3.2 - RISQUES

Article 3.2.1 - Consignes d'exploitation et de sécurité

L'exploitant établit sous sa responsabilité et en tant que de besoin les diverses consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté ainsi que celles relatives à l'utilisation des équipements, aux modes opératoires, aux interventions de maintenance et de nettoyage, aux contrôles à effectuer périodiquement ou de façon exceptionnelle notamment à la mise en route ou à l'arrêt des installations, aux opérations dangereuses, aux procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations, aux mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, aux moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, aux procédures d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services d'incendie et de secours, etc.

Ces consignes d'exploitation et de sécurité sont tenues à jour. Elles sont affichées dans les lieux fréquentés par le personnel et aux abords des installations et équipements concernés. Elles seront distribuées au personnel et régulièrement commentées et expliquées.

Article 3.2.2 - Direction technique – Prévention

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne chargée de la direction technique des travaux, nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'exploitation et de ses dangers et inconvénients.

Article 3.2.3 - Incendie

- L'installation doit être accessible depuis la route principale, et disposer de lieux de passage suffisants, pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
- L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :
 - d'extincteurs répartis dans les engins et les installations techniques, bien visibles et facilement accessibles ; les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
 - la formation et entraînement de tout le personnel au maniement des extincteur et lances à incendie,
 - d'un bac à sable sec et meuble (ou équivalent) et de deux extincteurs au niveau de l'aire de ravitaillement des engins ;
- au moins 120 m³ d'eau sont à disposition ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'exploitant prendra toutes dispositions pour récupérer les eaux d'extinction et/ou les eaux polluées afin qu'elles ne s'écoulent vers les milieux récepteurs.

Article 3.2.4 - Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation à l'embauche et annuelle sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

CHAPITRE 3.3 - AMÉNAGEMENTS ET ÉQUIPEMENTS

Article 3.3.1 - Installations électriques

Les installations électriques seront réalisées par des personnes qualifiées, avec du matériel électrique approprié, conformément aux règles de l'art et suivant les textes et les normes en vigueur. Il en est de même des adjonctions, modifications ou réparations.

Les équipements métalliques (charpentes, réservoirs, cuves, canalisations, etc.) sont mis à la terre conformément aux normes applicables et compte tenu de la nature des produits.

Toutes les installations électriques doivent être maintenues en bon état. Les défauts et anomalies constatées sont supprimés dans les meilleurs délais.

Elles doivent être contrôlées après leur installation ou leur modification, puis vérifiées périodiquement par une personne ou un organisme agréé.

CHAPITRE 3.4 - GARANTIES FINANCIÈRES

Article 3.4.1 - Montant de la garantie

La garantie financière a pour but d'assurer, en cas de défaillance du bénéficiaire de l'autorisation, une remise en état du site visant une insertion satisfaisante de la carrière dans son environnement. Le montant de référence des garanties financières, établi selon le mode de calcul forfaitaire de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié le 24 décembre 2009, est fixé à :

Période	Montant de la garantie
Phase 1 (0 – 5 ans)	234 049,00 €
Phase 2 (5 ans – 10 ans)	190 016,00 €
Phase 3 (10 ans- 15 ans)	190 191,00 €
Phase 4 (15 ans - 20 ans)	182 448,00 €
Phase 5 (20 ans – 25 ans)	170 822,00 €
Phase 6 (25 ans jusqu'à la levée de l'obligation des garanties financières par arrêté préfectoral)	169 190,00 €

Valeurs de référence prises pour le calcul de la garantie financière : indice TPO1 = 129,8 de juin 2024 publié au JO le 14 août 2024) et taux de la TVAR = 20%.

Ce montant est automatiquement actualisé, sous la responsabilité de l'exploitant, sur la base de l'indice TPO1 publié par l'INSEE et de l'évolution de la TVA. Cette révision intervient pour fixer le montant réel de la garantie de la période considérée supérieure à 5 ans, qui doit figurer sur l'acte de cautionnement à produire.

Cette actualisation est effectuée sur la base de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Cette révision intervient également automatiquement durant la période considérée lorsque l'indice progresse de plus de 15 % sur une période inférieure à cinq ans. Cette actualisation intervient dans les six mois suivant cette augmentation.

Ce montant peut, le cas échéant, être révisé si la conduite de l'exploitation ou la remise en état s'écarte notablement du schéma prévisionnel produit. Cette révision est initiée, soit par l'exploitant sur présentation d'un dossier motivé, soit par l'Inspection des Installations Classées.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à l'augmentation du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du Préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

Article 3.4.2 - Justification de la garantie

L'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Les renouvellements successifs de la garantie financière actualisée couvrant les périodes suivantes sont également adressés au Préfet, au moins six mois avant l'échéance de la garantie en cours.

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation. Notamment, le document correspondant doit être disponible au siège de l'entreprise ou sur un site proche et l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement peut en demander communication lors de toute visite.

Outre les sanctions rappelées à l'article L 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités et sanctions prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 3.4.3 - Appel à la garantie financière

Les garanties financières ont pour objectif de garantir la remise en état des carrières en cas de défaillance de l'exploitant.

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, le Préfet appelle et met en œuvre les garanties financières dans les cas de figures ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L.171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant physique.

Article 3.4.4 - Levée de la garantie financière

L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation. Elle est levée après la cessation d'exploitation de la carrière, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-6 du Code de l'Environnement.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, l'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

TITRE 4 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 4.1 - TRANSFERT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur en fait la déclaration au Préfet dans les trois mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

La demande d'autorisation de changement d'exploitant est soumise à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières conformément à l'article R.516-1 du code de l'environnement.

CHAPITRE 4.2 - MISE A JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 181-46 du code de l'environnement, y compris en ce qui concerne les moyens humains et organisationnels. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

CHAPITRE 4.3 - INCIDENT - ACCIDENT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des Installations Classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

CHAPITRE 4.4 - ARCHÉOLOGIE

Pendant l'exploitation, le titulaire a l'obligation d'informer la Mairie, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, avec copie à l'Inspection des installations classées, de la découverte de vestiges ou gîtes fossilifères et de prendre toutes dispositions pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces derniers.

CHAPITRE 4.5 - CONTRÔLES

L'inspection des Installations Classées peut demander à tout moment que des contrôles et analyses, portant sur les nuisances de l'établissement soient effectués par des organismes compétents afin de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté.

Concernant les espèces de faune et flore sauvage et leurs habitats, la mise en œuvre des dispositions du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles par les agents visés à l'article L.415-1 du code de l'environnement. Le bénéficiaire est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L172-5 du code de l'environnement. Les agents peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté conformément à l'article L172-11 du code de l'environnement.

Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 4.6 - REGISTRES, PLANS ET BILANS

Article 4.6.1 - Suivi de l'exploitation et de la remise en état

L'exploitant établit un plan orienté de la carrière sur fond cadastral, sur lequel sont mentionnés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m,
- le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain (la borne nivelée sera repérée),
- les éléments dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations, etc.).

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. La mise à jour concerne :

- l'emprise des infrastructures (bassin de décantation - pistes - stocks...),
- les surfaces défrichées à l'avancement,
- le positionnement des fronts,
- l'emprise des chantiers (découverte - extraction - parties exploitées non remises en état...),
- l'emprise des zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs.

Les surfaces de ces différentes zones ou emprises sont consignées dans une annexe à ce plan, de même que le calcul des volumes extraits. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination de la garantie financière sont mentionnés.

Ce plan et cette annexe sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Article 4.6.2 - Déclaration annuelle d'activité et déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

L'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

L'exploitant déclare, conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié, chaque année par voie électronique (GEREP), à l'Inspection des Installations Classées, avant le 31 mars, un bilan des activités de la carrière et notamment, la production de la carrière, les superficies remises en état, les réserves à exploiter, les coordonnées de l'organisme extérieur de prévention, le nombre d'heures travaillées par son personnel et les entreprises extérieures intervenues sur le site, l'effectif en personnel, les accidents du travail survenus sur le site et les mesures d'empoussièrement.

Article 4.6.3 - Plan de gestion des déchets d'extraction

Un plan de gestion des déchets « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière est établi conformément à l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Article 4.6.4 - Documents-registres

Les documents où figurent les principaux renseignements concernant le fonctionnement de l'installation et notamment le dossier de la demande avec l'étude d'impact, les divers registres mentionnés au présent arrêté, les résultats des contrôles ainsi que les consignes doivent être tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

L'Inspection peut, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées, ainsi que toutes justifications des mesures prises pour respecter les dispositions du présent arrêté.

L'exploitant communique, à la demande du comité de suivi, s'il est constitué, les renseignements techniques qui relèvent de l'exploitation de la carrière et qui sont nécessaires au fonctionnement de ce comité de suivi.

CHAPITRE 4.7 - VALIDITÉ - CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

CHAPITRE 4.8 - HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU PERSONNEL

L'exploitant doit se conformer par ailleurs aux dispositions du Code du travail, du Règlement Général des Industries Extractives, du nouveau Code Minier et ses textes d'application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs et de la sécurité publique.

L'exploitant doit recourir à un organisme agréé conformément aux termes de l'arrêté du 31 décembre 2001 pour le développement de la prévention en matière de sécurité et de salubrité du travail.

CHAPITRE 4.9 - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

CHAPITRE 4.10 - CESSATION D'ACTIVITÉ

La cessation d'activité de la carrière et des installations doit être notifiée au Préfet six mois avant l'arrêt définitif qui en tout état de cause ne peut se situer après la date d'expiration de l'autorisation.

A la notification de cessation d'activité il est joint un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de la carrière ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et pour mettre et laisser celui-ci dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et comporte notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- les interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement,
- l'intégration de l'exploitation dans son environnement,
- dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site après réaménagement.

Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L.512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

CHAPITRE 4.11 - RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand:

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratifs ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 4.12 - PUBLICITÉ – INFORMATION

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Lempdes-sur-Allagnon pour y être consultée par toute personne intéressée.

L'arrêté fait l'objet, par les soins du bénéficiaire, d'un affichage sur le terrain de manière visible à l'extérieur.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie dudit arrêté sera également adressé à chaque conseil municipal consulté, à savoir : Lempdes-sur-Allagnon, Chambezon, Moriat, Frugères les Mines.

CHAPITRE 4.13 - DIFFUSION

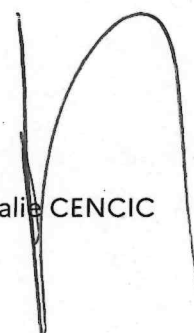
Le présent arrêté est notifié à la société SARL Promeyrat, dont le siège social est situé à « le bos sacrat – route de Sainte Florine, 43410 Lempdes-sur-Allagnon », à Lempdes-sur-Allagnon.

La Secrétaire Générale de la préfecture de Haute-Loire, le maire de la commune de Lempdes-sur-Allagnon chargé des formalités d'affichage, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée :

- au Président du Conseil Départemental ;
- aux Maires des communes de Lempdes-sur-Allagnon, Chambezon, Moriat, Frugères les Mines ;
- au Chef délégué de l'unité interdépartementale Loire-Haute-Loire de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes ;
- au Directeur Départemental des Territoires ;
- au Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne ;
- au Chef du Service Départemental de l'Architecture ;
- au Directeur Régional des Affaires Culturelles ;
- au Directeur Régional de la Caisse Régionale d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail

Le Puy en Velay, le 29 avril 2026

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale,


Nathalie CENCIC

Annexes :

- Annexe 1 : Plan des périmètres d'autorisation et d'extraction
- Annexe 2 : Plans de phasage d'exploitation
- Annexe 3 : Plan des mesures de réduction et de compensation
- Annexe 4 : Plan de Phasage exploitation et remise en état
- Annexe 5 : Localisation du réseau piézométrique

Table des matières

TITRE 1 - MESURES COMMUNES.....	3
CHAPITRE 1.1 - NATURE DE L'AUTORISATION.....	3
CHAPITRE 1.2 - DURÉE – LOCALISATION.....	4
CHAPITRE 1.3 - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES.....	5
Article 1.3.1 - Affichage.....	5
Article 1.3.2 - Bornage.....	5
Article 1.3.3 - Clôture.....	5
Article 1.3.4 - Accès.....	6
Article 1.3.5 - Aménagements paysagers.....	6
CHAPITRE 1.4 - MISE EN SERVICE.....	6
CHAPITRE 1.5 - CONDUITE DE L'EXPLOITATION.....	6
Article 1.5.1 - Principe d'exploitation.....	6
Article 1.5.2 - Extraction.....	7
Article 1.5.3 - Aménagement – entretien.....	7
Article 1.5.4 - Explosifs.....	8
Article 1.5.5 - Commission locale d'information et de concertation.....	8
CHAPITRE 1.6 - MESURES EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ (ET DU PAYSAGE).....	8
Article 1.6.1 - Mesures d'évitement.....	8
Article 1.6.2 - Mesures de réduction en faveur de la biodiversité (MR).....	8
Article 1.6.3 - Mesures d'accompagnement (MA)	9
Article 1.6.4 - Mesures de suivi (MS)	9
CHAPITRE 1.7 - REMISE EN ÉTAT.....	9
Article 1.7.1 - Principe.....	9
1.7.1.1 - Principes généraux.....	10
1.7.1.2 - Contrainte de sécurité.....	10
1.7.1.3 - Contraintes environnementales et paysagères.....	10
1.7.1.4 - Travaux de remise en état finale.....	10
1.7.1.5 - Suivi écologique et technique du site.....	11
Article 1.7.2 - Remblayage.....	11
Article 1.7.3 - Fin d'exploitation.....	11
CHAPITRE 1.8 - SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	11
Article 1.8.1 - Accès sur la carrière.....	11
Article 1.8.2 - Distances limites et zones de protection.....	11
TITRE 2 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS.....	12
CHAPITRE 2.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	12
CHAPITRE 2.2 - POLLUTION DES EAUX.....	12
Article 2.2.1 - Prévention des pollutions accidentelles.....	12
Article 2.2.2 - Eaux domestiques.....	13
Article 2.2.3 - Qualité des eaux pluviales rejetées au niveau de l'aire étanche.....	13
Article 2.2.4 - Surveillance du niveau piézométrique des eaux souterraines.....	13
CHAPITRE 2.3 - POLLUTION DE L'AIR ET POUSSIÈRES.....	14
Article 2.3.1 - Conception des installations.....	14
2.3.1.1 - Dispositions générales.....	14
2.3.1.2 - Émissions diffuses et envols de poussières.....	15
Article 2.3.2 - Retombées de poussières.....	15

2.3.2.1 - Conditions de suivi des retombées de poussières.....	15
Article 2.3.3 - Émissions captées.....	15
2.3.3.1 - Valeur limite d'émission et surveillance.....	15
Article 2.3.4 - Teneur en silice.....	16
CHAPITRE 2.4 - BRUIT.....	16
CHAPITRE 2.5 - VIBRATION.....	17
CHAPITRE 2.6 - ÉMISSIONS LUMINEUSES.....	17
CHAPITRE 2.7 - DÉCHETS.....	17
Article 2.7.1 - Conditions d'admission des déchets inertes.....	17
Article 2.7.2 - Déchets produits.....	20
TITRE 3 - PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES.....	21
CHAPITRE 3.1 - RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE.....	21
CHAPITRE 3.2 - RISQUES.....	22
Article 3.2.1 - Consignes d'exploitation et de sécurité.....	22
Article 3.2.2 - Direction technique – Prévention.....	22
Article 3.2.3 - Incendie.....	22
Article 3.2.4 - Formation du personnel.....	22
CHAPITRE 3.3 - AMÉNAGEMENTS ET ÉQUIPEMENTS.....	23
Article 3.3.1 - Installations électriques.....	23
CHAPITRE 3.4 - GARANTIES FINANCIÈRES.....	23
Article 3.4.1 - Montant de la garantie.....	23
Article 3.4.2 - Justification de la garantie.....	24
Article 3.4.3 - Appel à la garantie financière.....	24
Article 3.4.4 - Levée de la garantie financière.....	24
TITRE 4 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	25
CHAPITRE 4.1 - TRANSFERT D'EXPLOITANT.....	25
CHAPITRE 4.2 - MISE A JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS.....	25
CHAPITRE 4.3 - INCIDENT – ACCIDENT.....	25
CHAPITRE 4.4 - ARCHÉOLOGIE.....	25
CHAPITRE 4.5 - CONTRÔLES.....	25
CHAPITRE 4.6 - REGISTRES, PLANS ET BILANS.....	26
Article 4.6.1 - Suivi de l'exploitation et de la remise en état.....	26
Article 4.6.2 - Déclaration annuelle d'activité et déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.....	26
Article 4.6.3 - Plan de gestion des déchets d'extraction.....	26
Article 4.6.4 - Documents-registres.....	26
CHAPITRE 4.7 - VALIDITÉ – CADUCITÉ.....	27
CHAPITRE 4.8 - HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU PERSONNEL.....	27
CHAPITRE 4.9 - DROITS DES TIERS.....	27
CHAPITRE 4.10 - CESSATION D'ACTIVITÉ.....	27
CHAPITRE 4.11 - RECOURS.....	28
CHAPITRE 4.12 - PUBLICITÉ – INFORMATION.....	28
CHAPITRE 4.13 - DIFFUSION.....	28